

RAPPORT DE LA VISITE EN EUSKADI D'UNE REPRESENTANTE DU GROUPE DES FAMILLES
DES PRISONNIERS POLITIQUES EN RFA.

Sur invitation des GESTORAS PRO-AMNISTIA (Commissions pour l'amnistie), nous nous sommes rendus en Euskadi, du 17 au 21 janvier 1981.

Nous sommes arrivés à Bilbao où dans l'après-midi, nous avons rencontré, dans les locaux de la coalition politique HERRI BATASUNA, le responsable des Gestoras de la province de Biscaye, un avocat travaillant dans les gestoras, deux camarades de Herri Batasuna et un autre camarade.

Nous nous sommes présentés mutuellement et nous sommes informés de nos bases de travail respectives. Cad de notre part : les prisonniers que représente le groupe des familles ; en quoi consiste notre travail, telles par exemple nos réunions mensuelles à Francfort ; la situation des prisonniers politiques en RFA etc. Ils nous ont posé quelques questions à savoir si nous étions soutenus par un parti politique, ml, trotskystes etc ou quelque institution. Toutes ces questions ont été approfondies au cours des jours suivants. Afin de maximaliser notre séjour sur place, ils nous ont proposé diverses possibilités de travail. Nous avons exprimé la manière dont nous souhaitions mené celui-ci et nous avons défini ensemble le programme suivant :

Dimanche : nous travaillons toute la journée avec le responsable des Gestoras de Biscaye, avec une femme des Gestoras et un avocat travaillant aussi dans cette commission.

Lundi : matin : rencontre avec un camarade de Herri Batasuna qui nous parle de cette coalition politique.

en fin d'après-midi : à Hernani, près de San Sebastian, nous donnons une interview à l'hebdomadaire Punto Y Hora.

Mardi : en fin de matinée : nous tenons une conférence de presse avec différents journaux et radios. Nous avons ensuite une brève discussion avec un journaliste sur les médias et la guerre psychologique en RFA et sur les "Commissions pour la liberté d'expression" en Espagne.

dans le courant de l'après-midi : nous avons une discussion avec un camarade du KAS qui nous explique leur politique.

vers 19 heures : dans les locaux des Gestoras, nous participons à la réunion hebdomadaire du Comité des Familles de la province de Biscaye.

Mercredi : dans le courant de la journée des réponses nous sont encore apportées à propos des Gestoras.

une discussion avait été prévue avec l'ex-prisonnière, Eva Forest - militante espagnole indépendante - celle-ci n'a pas eu lieu, Eva Forest n'ayant pas pu être jointe. Je la rencontrerai à Amsterdam.

.../...

DIMANCHE.

Nous discutons avec trois camarades qui travaillent dans les Gestoras. Une femme, ex-réfugiée politique, un avocat et un ex-prisonnier qui maintenant est le responsable des Gestoras en Biscaye.

Dans les Gestoras des quatre provinces du sud d'Euskadi, il y a 50 comités qui travaillent dans les villes et les villages dont notamment :

- des Comités de Familles
- des Comités de Quartiers
- des Comités de Chômeurs etc.

Le travail des Gestoras est un travail politique de base avec la même direction et le même programme politique que le mouvement révolutionnaire basque (KAS etc) - la lutte pour l'indépendance nationale et le socialisme -, principalement au niveau de l'agitation politique et de la propagande pour l'amnistie ; contre les conditions de détention ; pour les revendications des prisonniers et réfugiés politiques, par l'organisation de diverses manifestations et campagnes politiques. Les avocats qui défendent les prisonniers politiques travaillent avec les Gestoras.

J'ai expliqué ce qu'est notre groupe et les actions que nous menons - par exemple la manifestation dans l'immeuble de l'ONU à Genève ; l'occupation du CICR à Bruxelles -. J'explique aussi le travail que nous faisons ici à Francfort chaque mois et le contexte dans lequel nous nous situons et je parle brièvement de la situation de la gauche en RFA, du mouvement des militants légaux et de la politique de la RAF. Nous parlons largement des conditions de détention des prisonniers politiques en RFA, de leur isolation tant vers l'extérieur qu'à l'intérieur des prisons ; des tracts de Berlin, Lübeck, Celle etc ; des assassinats dans les prisons des visites sans réelle communication ; des provocations contre les prisonniers et leurs parents avant et après les visites ; de l'observation exercée par la police ; des tentatives d'intimidation (contre Nina et Vrenie) ; de la lutte des prisonniers et leurs revendications, le regroupement etc ; des raisons de leur arrestation ; des combattants abattus en pleine rue. J'explique que tout ceci est la situation telle qu'elle existe en RFA. Nous expliquons aussi comment et dans quelles conditions travaillent les avocats, leur fonction pour les prisonniers et toutes les restrictions que cela contient - les discussions à travers les vitres de séparation, le fait que chaque avocat ne peut défendre qu'un seul prisonnier politique, le contrôle de la correspondance des avocats etc. Les avocats des basques peuvent défendre plusieurs prisonniers politiques mais ils n'arrivent à aucuns résultats quant aux plaintes qu'ils déposent.

Depuis l'application de la loi-antiterroriste en Espagne, les gens arrêtés - aussi sur simple présomption - sont gardés au secret pendant 10 jours dans les cachots des commissariats où ils sont soumis à des tortures physiques calquées sur celles qui sont pratiquées en Amérique-Latine. Après ces 10 jours, les prisonniers politiques basques sont transférés dans les 10 prisons dispersées dans l'état espagnol - les prisonniers de ETA, des autonomes, des indépendants et en ce moment un prisonnier basque des GRAPO, au nombre de 250, sont représentés par les Gestoras et les Comités de Familles -. Le plus grand nombre de ces prisonniers politiques se trouvent dans la prison de Soria (: 112 dont plus des trois quart sont de ETA), ensuite à la prison de Carabanchel, à celle de Zamora et celle de Burgos et actuellement 15 prisonniers politiques basques se trouvent dans la prison de Herrera de la Mancha. Le 28.07.80, 9 femmes étaient détenues dans la prison spéciale pour femmes de Yeserias. 50 prisonniers politiques de ETA politico-militaire et 60 prisonniers des GRAPO sont actuellement incarcérés dans les mêmes conditions dans différentes prisons espagnoles, leurs parents ne sont pas représentés dans les Gestoras.

Les conditions de détentions sont l'isolement total des prisonniers - dans certaines prisons, les prisonniers ont 1/2 heure de promenade 2 par 2 mais avec un roulement de sorte qu'il n'y ait pas 2 fois le même groupe de 2. Selon les prisons et les situations, ils peuvent prendre leurs repas ensemble dans les allées centrales des ailes spéciales - les fonctionnaires, gardiens etc sont, dans toutes les prisons systématiquement remplacés par les forces de l'ordre armées de pistolets, de mitraillettes, de matraques électriques, de gaz aveuglant. Les prisonniers politiques reçoivent des visites des parents proches exclusivement - 1 fois par semaine - et le temps des visites varie d'une heure à 5 minutes selon l'humeur des policiers qui surveillent la visite. Certaines visites se passent avec la vitre de séparation (Herrera, Burgos). Des prisonniers et leurs parents ne connaissent pas l'espagnol mais parlent Euskera, à ce moment il leur est interdit de se parler.

La prison de Herrera de la Mancha - qui est une prison à l'intérieur de la prison, dans laquelle, à côté des prisonniers politiques se trouvent transférés tous les prisonniers qui dans les autres prisons résistent - est constituée de 4 tours. Les prisonniers politiques sont d'abord enfermés dans la 4ème tour dans laquelle l'isolement est le plus aigu. Selon leur degré de destruction suite à la détention dans cette tour, les prisonniers sont alors transférés dans le 3ème, la seconde et la première tour de laquelle, lorsque leur résistance est totalement brisée, ils sont transférés à nouveau dans une prison "normale". Les prisonniers qui résistent à ce programme de destruction de leur identité politique sont transféré de la 4ème tour de Herrera de la Mancha dans une tour spéciale à Burgos où les conditions de détention/extermination sont encore plus perfectionnées que dans celle d'Herrera.

La répression contre les familles, les militants, outre celle exercée directement et ouvertement par la police est renforcée et appuyée par des groupes d'extrême droite qui souvent sont des policiers à peine déguisés, reconnus à plusieurs reprises par des parents des prisonniers. Il est arrivé, par exemple, qu'une femme attendant dans un café proche de la prison, l'heure de la visite, soit arrêtée et emprisonnée. Fréquemment, des camarades qui travaillent notamment dans le KAS ou les Gestoras sont abattus devant leur domicile, en pleine rue ou lors de manifestations.

Le viol des femmes et leur assassinat par la police est institutionnalisé en tant qu'instrument de contre-insurrection contre chaque femme qui a décidé de lutter pour Euskadi libre à quelque niveau que ce soit. Une semaine avant notre arrivée à Bilbao, une fille de 16 ans était violée et assassinée à quelques mètres de chez elle, en revenant de son cours d'Euskera.

Pour résister à cela, les femmes se sont organisées en groupes d'auto-défense.

Par l'évaluation marchande des conditions de détention et de la torture, l'état espagnol fait même rentrer de l'argent dans ses caisses : des prisonniers peuvent être libérés contre des sommes allant de 1.000 à 1 million de pesetas. Jusqu'à présent Euskadi a payé 45 millions de pesetas d'impôt contre-révolutionnaire au gouvernement de Madrid.

Dans ce contexte de contre-insurrection, depuis 1977, plus de 8.700 basques sont passés par les prisons ou les commissariats de la pseudo-démocratie espagnole.

En ce qui concerne à l'avenir, le travail commun des groupes de parents de RFA et d'Euskadi, nous disons que nous ne voulons pas partir de grands projets-châteaux-de-cartes, mais de ce que les parents peuvent réellement faire. Ce premier contact, nous le voyons comme le début d'un développement et nous voulons créer une base minimale à partir de nos possibilités réelles.

Nous décidons que nous échangeons d'abord des informations précises et que nous continuons à nous informer sur les faits les plus importants et ce, avec l'orientation vers ce but qui est d'unir notre résistance contre le projet de répression en Europe, en tant que notre ennemi commun.

Nous devons, à partir de l'information et du matériel que nous avons déjà reçu, encore déterminer quelles informations nous voulons recevoir à l'avenir.

Pour continuer le développement de ce travail commun, ils veulent recevoir encore d'autres informations plus précises avec pour but premier de briser l'image véhiculée par les médias, la désinformation, la guerre psychologique, dans leur pays, par rapport à la RAF et les prisonniers politiques et qui va dans le sens de faire croire aux gens que la RAF est un groupuscule isolé de terroristes étant contre le peuple etc etc etc. Ainsi, pour briser cette image et rendre possible une activité commune, ils veulent des informations précises :

- sur l'identité de nos parents emprisonnés,
- sur leurs revendications,
- sur les raisons de leurs arrestations, c'est-à-dire le but de la lutte. Resp. sur la politique de la RAF et des militants légaux qui travaillent dans ce contexte.

Pour commencer le développement vers une activité commune, il s'agit de cet échange d'informations et de l'échange de nos expériences réciproques. Nous pensons aussi que nous pouvons nous entraider avec ce qu'ils appellent l'infra-structure pour les activités c'est-à-dire par exemple : quand un groupe de parents d'un de nos pays décide de mener une action dans un autre pays, les parents de cet autre pays organisent les possibilités concrètes pour mener cette action, et la répercuter en établissant les contacts avec la presse, en assurant le logement, les transports etc, par exemple.

Notre séjour en Euskadi a été organisé jusque dans les moindres détails. De telle manière que nous avons pu, au maximum, utiliser notre temps de façon constructive. Des rencontres avec plusieurs personnes ont été organisées, les transports, que ce soit à l'intérieur ou à l'extérieur de Bilbao, n'ont jamais été un problème.

Comme condition pour ce voyage actuel, les basques ont exigé qu'il y ait une légitimation évidente, que le premier contact reste confidentiel jusqu'à notre arrivée en Euskadi. La condition pour tout ceci est l'existence d'une légitimation effective en tant que condition pour la responsabilité et la continuité dans ce travail commun. Pour ces raisons et à partir de l'histoire et la situation du groupe en RFA, à l'intérieur de l'entité du groupe, un groupe restreint à déjà été formé, lequel a la responsabilité de ce travail et transporte la discussion à son propos dans tout le groupe. Nous avons décidé avec les Gestoras que l'échange entre les deux groupes est assuré par moi et un camarade des Gestoras que je connais. Chaque document peut m'être envoyé en allemand.

L U N D I .

Nous avons une discussion avec un militant de Herri Batasuna.

HERRI BATASUNA est la coalition électorale dans le programme politique qui, en 1977 a été élaboré à l'initiative du KAS et dans le contexte de laquelle travaillent aussi les Gestoras.

Parce que le KAS est en fait la direction politique de Herri Batasuna et qu'ils ne peuvent être compris séparément, nous décrivons la discussion avec les militants de Herri Batasuna et du KAS dans son ensemble plus loin.

Lundi, en début de soirée, 2 militants de Herri Batasuna nous conduisent en voiture à Hernani, près de San Sébastian, où nous avons donné une interview à Punto y Hora, hebdomadaire indépendant basque, le plus lu en Euskadi et qui est en relation avec le quotidien EGIN. Les 3 journalistes qui travaillent principalement à Punto y Hora sont des journalistes indépendants mais qui idéologiquement sont proches de Herri Batasuna. C'est avec l'un d'eux que se passe l'interview. Le journaliste et nous, avons d'abord une discussion afin de déterminer la manière dont nous voulons faire cet article ensemble. L'attention et la compréhension mutuelle quant à ce que nous voulons dire et pas est très différente de ce que nous connaissons en général ici de la relation avec les journaliste. Il nous est ainsi possible de mener la discussion pour cet article, dans la direction correspondant à l'objectif de notre séjour là-bas.

Nous exprimons notre solidarité avec la lutte du peuple basque et notre soutien à leur revendication pour l'amnistie totale en insistant beaucoup sur ce fait. Nous parlons des conditions de détention actuelles en RFA. Nous parlons des tracts de Berlin, Lübeck, Celle, de la construction des nouvelles cellules, des provocations, des commandos de choc. Nous expliquons comment, dans les prisons, la lutte se poursuit, nous parlons des revendications. Le journaliste nous pose des questions à propos des parents des prisonniers politiques en RFA ; qui ils sont, ce qu'ils font etc. Nous répondons que la lutte des prisonniers que nous soutenons est aussi notre lutte, que nous aussi nous sommes provoqués, fouillés avant et après les visites, l'interdiction de la communication politique, la surveillance des visites par 4 ou 5 policiers prenant note de tout ce qui s'y dit, prêts à interrompre les visites à tout moment ; l'observation des parents par la police, les razzias et les tentatives d'intimidation contre nous (par exemple Nina et Vrenie). Je parle de nos actions telles Genève, Bruxelles etc. et de nos réunions mensuelles à Francfort. J'explique comment nous comprenons ces prisons et l'isolement en tant qu'opérateur pour la répression dans toute l'Europe ; comment la répression se développe dans les autres pays d'Europe et comment nous devons reconnaître en cela notre ennemi commun ; j'explique que pour nous, quand la répression est organisée à ce niveau européen nous devons aussi organiser notre lutte contre elle à ce niveau.

L'article doit être publié dans le numéro du 29 janvier. Nous devons le recevoir prochainement. Nous avons aussi remis au journaliste 2 photos de l'occupation du CICR à Bruxelles et plusieurs copies de documents afin qu'il puisse insérer dans son article des citations des prisonniers eux-mêmes.

Les deux camarades de Herri Batasuna sont venus nous rechercher et nous ont emmené à San Sébastian. Comme cela c'était déjà passé à Bilbao, ils nous ont fait visiter la ville d'une manière bien à eux, à la manière basque. Et pour eux, cela signifie, comme Gramsci l'a dit un jour, que le temps n'est qu'un autre mot pour vie, c'est-à-dire pour lutter et nous avons ainsi pris le temps ensemble de nous rapprocher de ces gens, nous rapprochant de leur manière de vivre - cette façon qu'ils ont d'être ensemble, dans les rues, dans les cafés : communication - vie - cette part intégrale et directe de notre lutte. Contraste absolu d'avec l'isolement dans nos pays ici.

MARDI.

Nous tenons une conférence de presse dans les locaux des Gestoras à Bolbao. Y sont présents six journaux et deux radios.

.../...

Nous avons utilisé l'expérience de l'interview avec Punto y Hora pour mener cette conférence de presse.

Nous avons commencé par leur faire part de ce que nous avons à dire, ils nous ont ensuite posé des questions. Nous avons décrit une fois encore les faits à propos des conditions de détention (reprenant la description contenue dans le dossier que nous avons remis aux Gestoras et telle que rendue lors de l'interview avec Punto y Hora), parlé de notre travail, expliqué notre présence ici afin d'exprimer notre soutien à la revendication du peuple basque pour l'amnistie totale. Un camarade du KAS traduit de l'anglais en espagnol. Les questions sont posées d'une manière détendue, des questions sensées qui rendent évidente la compréhension des faits que nous exposons. Nous notons une fois encore le contraste d'avec les conférences de presse auxquelles nous avons l'habitude ici où les questions sont lancées de manière hostile et agressive. Les questions portent sur le soutien éventuel apporté aux prisonniers et leurs parents par des organisations, sur la torture en RFA, à savoir si elle est aussi exécutée par la police. A cela nous répondons qu'en RFA la torture commence en prison et y est institutionnalisée - qu'à partir de son application contre les prisonniers de la RAF elle est maintenant étendue à tous les prisonniers politiques.

La conférence de presse a été diffusée par 3 radios :

- radio Bilbao
- radio Juventud (pour tout Euskadi)
- radio Popular (aux informations principales de 14 H. 30 en Euskadi - de 23H30 dans toute l'Espagne)

des articles ont été publiés dans 3 journaux :

- ECIN (quotidien basque, le plus lu en Euskadi, avec un tirage de 2 à 300.000 exemplaires)
- GACETTA DEL NORTE (journal espagnol de l'église traditionnelle)
- EL CORREO ESPANOL (journal gouvernemental à tendance actuelle UCD)

Ce que nous avons dit lors de la conférence a été rendu plus ou moins fidèlement dans ces articles.

Dans l'après-midi nous avons une brève discussion avec un journaliste progressiste des Canaries travaillant en Espagne, qui nous explique le travail des "Commissions pour la liberté d'expression" dans lesquelles entre 2 et 300 journalistes sont organisés. Ils essaient de faire passer des informations dans les médias et d'opérer, à travers la censure, avec des informations internes de l'appareil d'état. Nous expliquons certains points à propos de la presse en RFA et l'institutionnalisation de la guerre psychologique.

Nous avons ensuite une discussion avec un camarade du KAS.

Comme nous l'avons dit plus haut, c'est en fait le KAS qui est la direction politique de Herri Batasuna, en même temps que les points minimum de ce programme politique coïncide avec les points minimum de ETA. Ces points minimum sont :

- l'amnistie totale
- la reconnaissance de tous les prisonniers politiques

- la priorité de la langue basque
- un statut d'autonomie conçu par les municipalités et avec la participation de tous les mouvements populaires
- le droit à l'autodétermination pouvant conduire à l'indépendance
- les améliorations sociales pour les travailleurs
- le retrait des forces de l'ordre d'Euskadi
- la création des forces armées basques sous contrôle d'un gouvernement basque.

Les militants qui travaillent au sein du KAS sont organisés en comités. Entre autres : - Comités anti-nucléaire
- Comités de femmes etc.

Le syndicat LAB en fait partie et des militants du KAS travaillent aussi dans les Gestoras, - les Gestoras ont travaillé à l'élaboration du programme politique par le KAS, dans Herri Batasuna - bien que formellement ces dernières soient organisées indépendamment de Herri Batasuna et du KAS.

Ce qui est important dans cette structure HB/KAS/Gestoras, est l'organisation permettant à chacune dans cet ensemble de s'axer sur des tâches spécifiques dans une ligne politique et une stratégie. La souplesse tactique permanente entre les groupes et militants rend possible que ces buts spécifiques de chacun, se concrétisent et avancent dans la même direction de cette stratégie.

ETA est membre consultatif dans le KAS qui est aussi l'interlocuteur de ETA et non Herri Batasuna. ETA, à la différence de ETA politico-militaire, refuse toute forme de négociation avec l'état espagnol à partir de quelque autre base que celle de l'indépendance totale d'Euskadi. Sur la ligne stratégique des points politiques identiques à ceux du KAS, ETA opère tactiquement sur 3 lignes principales :

- 1° attaques pour intimider les forces de l'ordre, les groupuscules fascistes et les collaborateurs (500 liquidés dans les 3 dernières années) -
- 2° attaques au niveau politico-militaire pour forcer le gouvernement espagnol au retrait des forces de répression en Euskadi -
- 3° attaques contre le système de trafic de drogues fortes (héroïne etc) introduites dans le pays basque par le pouvoir central pour casser la résistance du peuple par l'intoxication de la jeunesse.

HERRI BATASUNA, - coalition des deux partis : HASI (parti socialiste révolutionnaire du peuple) et ANV (action nationale basque - existant depuis avant 36 et sorti du PNV) et composée d'indépendants, de démocrates et de libéraux - c'est présentée, le 1er mars 1979 aux élections législatives au parlement de Madrid, tout en refusant d'y siéger. 4 candidats de HB sont élus, dont un avocat travaillant dans les Gestoras. De plus, aux élections municipales, le 3 avril 1979, HB a gagné 600 élus dans les 4 provinces basques et est devenue par ce fait la deuxième force politique en Euskadi.

Sur base du programme politique du KAS, HB fait un travail politique de base - entre autre pour la revendication d'amnistie -. Son objectif à moyen terme est une autonomie authentique cad non assujettie à la constitution de Madrid, (refusant de se satisfaire d'un quelconque statut d'autonomie à l'intérieur d'un état espagnol fédéré, tel que le fait ETA politico-militaire et sa création légale : Euskadiko Ezkerra, et le PNV : produit-UCD) comme moyen vers son but à long terme : la réunification de Euskadi Nord et Sud, indépendante, socialiste et ayant sa propre culture.

L'état français a fait d'Euskadi Nord une sous-province, la transformant en une zone touristique, ce qui a provoqué une émigration importante de la jeunesse basque. Les contradictions y sont moins aiguës qu'en Euskadi Sud où sont concentrés - comme à Bilbao - les grands centres industriels. La lutte armée a commencé à s'organiser (PARATERAK) et avec elle, différents groupes et comités. La répression exercée directement par les CRS et les sous-préfets représentants directement le gouvernement central s'accroît et se durcit de plus en plus ces dernières années. L'état français utilise notamment l'Ile d'Yeu pour y exiler les prisonniers politiques. De plus, le gouvernement français ne reconnaît plus depuis la mort de Franco, le statut de réfugié politique pour les basques et expulse systématiquement ceux-ci en Espagne et déporte les autres vers le nord de la France.

MARDI SOIR.

Nous avons participé à la réunion hebdomadaire du groupe des familles des prisonniers politiques basques.

La réunion se tenait à Bilbao et comme les groupes des 3 autres provinces, les familles des prisonniers se rencontrent une fois par semaine au niveau des provinces et une fois par mois au niveau de tout Euskadi. Ces groupes sont constitués des familles des combattants emprisonnés et des combattants assassinés et qui représentent, comme nous l'avons déjà expliqué dans la discussion avec les Gestoras, environ 250 prisonniers politiques basques, principalement de ETA militaire, de quelques autonomes et indépendants et actuellement un prisonnier basque des GRAPOS.

La plupart de ces parents doivent travailler durant la journée et ils ne viennent pas seulement de Bilbao mais de toute la province, ils ont fait aujourd'hui aussi ce voyage, malgré le mauvais temps. Parce qu'ils parlent tous l'espagnol, toute la discussion a été traduite en français par le responsable des Gestoras, le responsable direct du groupe des familles étant absent.

Il a d'abord expliqué aux familles - une trentaine de personnes, principalement des femmes - d'où nous venions et que ce soir nous voulions parler ensemble. Je commence alors à expliquer le but de notre présence ici mais parce qu'elles ont tellement de questions dans la tête et qu'elles préfèrent parler plus directement de nos expériences communes, elles m'interrompent et nous décidons de parler simplement ensemble à partir de leurs questions, questions qui parlent d'elles-mêmes, telles : quelle est la distance que doivent parcourir les parents pour se rendre au meeting des familles ? comment est la nourriture en prison ? les prisonniers sont-ils torturés lors de leur arrestation ? combien de temps sont-ils gardés au commissariat ? comment se passent les visites avant et après le procès ? comment les prisonniers ont-ils la possibilité de communiquer entre eux ? pendant une grève de la faim par exemple ? quelle est la situation avec les avocats ? par rapport à cette communication avec les prisonniers ? les conditions de détention des prisonniers politiques est-elle différente et en quoi de celles des prisonniers sociaux ? combien y-a-t-il de prisonniers de la RAF ? quelles sont les conditions de détention des prisonniers politiques autres que ceux de la RAF ? quels sont les problèmes que les familles ont avec la police ? à combien d'années sont condamnés les prisonniers politiques ? la condamnation à vie, cela veut dire combien d'années de prison ?

Dans la discussion à propos de toutes ces questions, il se posait pour tous les parents à nouveau et dans les faits, le lien commun de leur situation et de la nôtre, que seulement notre lutte commune peut aussi empêcher concrètement la même escalade dans les conditions de détention en Euskadi, comme par exemple le contrôle total exercé sur les femmes à Lübeck. Même le fait qu'il y avait dans le groupe ce soir là une femme dont le mari le matin même venait d'être condamné

à 25 années de prison, accusé de soutien à la lutte armée, rendait insupportable pour tous ces gens de nous entendre dire que la plupart des prisonniers de la RAF étaient maintenant condamnés à vie - à un point tel que leur question restait encore, à combien d'années correspond réellement pour eux une sentence à vie, il leur était presque impossible de croire qu'une telle sentence ne signifie rien d'autre que ce qu'elle est, prison à vie.

Lorsqu'ils nous ont encore demandé comment nous étions venus à Bilbao, nous avons dit que nous connaissions leur lutte, la répression exercée contre eux, comment nous comprenions la répression dirigée contre chaque forme de résistance en Europe, comment nous voyions la nécessité d'unir notre lutte contre ce pour que nous VENCEREMOS !

Nous aurions voulu encore poser d'autres questions mais malheureusement il n'y avait plus de temps et la plupart d'entre eux avaient encore un long voyage à faire ce soir là. La façon dont ils nous posaient leurs questions, traduisait dans la discussion une force qu'il est difficile d'exprimer par des mots mais le fait de savoir que nous étions ensemble et que nous luttions contre la même oppression, transmettait un sentiment d'unité tellement fort. La chaleur avec laquelle ils nous expriment leur solidarité nous donne le sentiment que pour eux, les prisonniers en Allemagne et leurs familles, ne sont simplement personne d'autre que leurs propres frères et sœurs dans cette résistance commune. Un air de famille flottait dans l'air !

MERCREDI.

Nous échangeons encore quelques informations. Nous expliquons encore les restrictions respectives dans la fonction des avocats. Nous expliquons que la "Commission Internationale pour la défense des prisonniers politiques et contre la détention par isolation" est un véhicule pour une politique au niveau institutionnel international, lors de négociations au niveau de l'état pendant des grèves de la faim, d'interventions etc par des initiatives internationales etc. Ils nous expliquent le rôle réactionnaire de l'église espagnole qui, à part quelques initiatives personnelles de quelques prêtres à un niveau minimum pour supporter les prisonniers et leurs familles, est totalement du côté de l'état.

L'amnistie totale qui est revendiquée par les prisonniers politiques basques et tout le peuple basque, n'a rien à voir avec une revendication humanitaire ou avec une demande de "grâce" qu'accorderait le gouvernement de Madrid. Revendiquer et gagner l'amnistie totale, c'est en finir avec les causes de l'oppression politique et sociale en Euskadi, c'est synonyme de gagner l'indépendance du pays basque.

Ce mercredi, nous avons encore discuté de certains points qui ont tous été déjà rendus dans le contexte de ce rapport.

LES DOCUMENTS QUE NOUS AVONS PECU JUSQU'A PRESENT /

- documents des Gestoras
- documents sur l'action des parents à Madrid lors de la Conférence sur la sécurité en Europe,
- documents sur la torture,
- documents sur la prison de SORIA
- documents sur la situation des réfugiés politiques
- documents de Herri Batasuna et du KAS
- documents de HASI
- I journal des femmes organisées dans le KAS, et quelqu'autre matériel général.

DOCUMENTS REMIS A PUNTO Y HORA /

Pris du dossier remis aux Gestoras :

- pages I à 2 : vue d'ensemble prisonniers/trakts etc
- " 6 à 10 : Lübeck,
- " 54 à 56 : Ulrike sur le trakt de la mort
- " 91 à 93 : Décision pour les conditions de détention de Angelika Speitel
- " 95 : Description de Siegfried Haag sur la vitre de séparation
- " 96 et 98 à 101 : Lutz Taufer à propos des cachots et des conditions de visite
- " 111 à 117 : Sur la nutrition forcée
- " 124 à 126, 136 et 141 à 143 : Déclarations des familles.

DOCUMENTS REMIS AUX GESTORAS /

Un dossier avec de la documentation en français principalement (en relation avec les faits les plus importants des conditions de détention, avec la lutte des prisonniers et leurs revendications - des déclarations des parents depuis 1974 jusqu'à présent - et un matériel plus général sur la RAF - le programme US d'extermination des prisonniers politiques - sur la Commission internationale pour la protection des prisonniers politiques et contre la détention par isolation). Rapport de la Commission Internationale d'enquête sur la mort d'Ulrike Meinhof, (Maspero).

Et de la documentation en allemand :

- Liste des prisonniers avec leurs conditions de détention, en bref (documents de la Commission Int. - pages 72 à 140);
 - un document avec les faits des assassinats en 1977 ;
 - la décision fondamentale du BCH du 30.09.75 ;
 - décision de Kuhn du 18.10.78, par rapport à Knut et comportant 24 points ;
 - un rapport de Lübeck du 20.08.80 ;
 - protocole de la conférence de presse des parents du 7.04.74 ;
 - un rapport de Me. Koch sur les changements du code pénal.
-

Familiares de presos políticos alemanes denuncian la situación en las cárceles

BILBAO (EGIN).— Representantes del Comité de familiares de apoyo y ayuda a los presos y exiliados políticos de Alemania Federal expusieron ayer, a los medios informativos de Bilbao, la necesidad de unificar las luchas en todos los países de la Europa Occidental, ante la creciente represión ejercitada en éste área capitalista, por lo que, para avanzar en éste sentido, han visitado Euzkadi y mantenido conversaciones con las Gestoras pro-Amnistía de Euzkadi para intercambiar experiencias y mejorar la situación concreta que viven en ambos países. Asimismo manifestaron su solidaridad con los presos políticos vascos y se pronuncian por el apoyo a sus demandas y a la amnistía.

Los citados representantes del Comité de Familiares de Alemania informaron que en la actualidad hay ochenta presos políticos en las cárceles alemanas, de los que las tres cuartas partes están acusados de pertenecer a las guerrillas, pesando sobre ellos condenas confirmadas de quince años y cadena perpetua. Denunciaron cómo en los tres últimos años se han cometido ocho asesinatos dentro de las cárceles en las personas de Holger Meins, Siegfried Haussner, Katharina Hammersmidt, Ulrike Meinhof, Andreas Baader, Gudrun Ennslin, Jan Raspe e Ingrid Schubert.

Por otra parte pusieron de manifiesto que desde hace diez años se ha acrecentado el aislamiento de los

presos en la cárcel así como los malos tratos.

Insistiendo en la situación de aislamiento a que se ven sometidos los presos políticos, señalaron que se encuentran totalmente aislados de los otros presos sociales y que los sistemas de aislamiento se han perfeccionado mediante la creación de salas especiales, donde desde la celda hasta el patio se ha instalado una cámara, conectada las veinticuatro horas del día, que vigila todos los movimientos del preso, impidiendo y violando continuamente su derecho a la intimidad.

No se les permite mantener correspondencia y tienen derecho a una visita al mes de una hora y media, según las causas de su detención, que son interrumpidas, al igual que las de los abogados, en caso de que se produzcan acciones armadas en la calle.

Para el Comité de familiares de presos y exiliados alemanes, éstos hechos demuestran el "estatus especial" de preso político, a pesar de que el Gobierno se niegue a reconocerlos como tales y les considere como sociales. Frente a ésta situación los presos políticos luchan porque cese esta discriminación respecto a los otros presos y por la ruptura de éste aislamiento, a la vez que piden que se les conceda el derecho a reuniones y asamblea, reconocido en los acuerdos entre naciones firmados en Ginebra.

Visitan el País Vasco invitadas por las gestoras pro-amnistía

Familiares de presos alemanes denuncian la situación carcelaria de su país

Invitada por las gestoras pro-amnistía, una delegación de familiares de presos políticos alemanes visita estos días el País Vasco con el fin de intercambiar información y experiencias de las actividades de ambos grupos. Según los componentes de la delegación, la situación carcelaria de los presos políticos en Alemania «no es un fenómeno aislado, sino que es un hecho general en los países capitalistas europeos. Uno de los objetivos de nuestro viaje sería el de unificar las luchas que asociaciones parecidas a las nuestras efectúan en este terreno».

Los familiares de presos políticos alemanes, que no desearon identificarse ante los representantes de los medios informativos en una rueda de prensa organizada al efecto, han denunciado la situación de las cárceles de su país y las condiciones de internamiento a las que se ven sometidos los casi 80 presos políticos alemanes, que están cumpliendo condenas entre los quince años y la cadena perpetua.

Asimismo, los miembros del comité pro-presos políticos alemanes, entre los que se encontraba un joven que ha permanecido durante ocho años en la cárcel condenado por este tipo de delitos, denunciaron los «presuntos suicidios» de ocho reclusos en las cárceles germanas, todos ellos condenados por delitos de terrorismo y casi todos pertenecientes a la denominada «banda de Baader Meinhoff».

También señalaron las «crecientes dificultades y cortapisas que los familiares de presos tenemos para visitar a los reclusos, a veces sólo media hora al mes, y la persecución sistemática a la que se ven sometidos los parientes de aquellos que han sido condenados por «terrorismo». Con respecto a su comité señalaron que en Alemania no están organizados los comités pro presos, sino que «hay varias organizaciones pequeñas que luchan por los derechos de los encarcelados».

21.01.80
LA GACETA
DEL NORTE

Según el grupo de familiares de presos políticos alemanes «La tortura está institucionalizada en las cárceles de Alemania»

BILBAO (LA GACETA DEL NORTE).— «La tortura está institucionalizada para los presos políticos, dentro de las cárceles de Alemania Federal», según nos manifestó un grupo de los mismos, que ayer estuvo en Bilbao, «para intercambiar experiencias y expresar su apoyo a las Gestoras Pro-amnistía de Euzkadi».

También indicaron que, en los últimos cuatro años, han sido ocho, de los 80 existentes en estos momentos, los presos muertos en las cárceles germanas. «llegándose al caso de que la misma Policía, valiéndose de falsas acusaciones, ha llegado a asaltar domicilios de los familiares más allegados de los prisioneros. Las visitas a estos hombres están reducidas a una por mes, y éstos tienen prohibida la comunicación entre sí». Respecto al sistema penitenciario alemán, aseguraron que, en algunas cárceles, se dispone de paredes móviles en las celdas. «A la prensa se le ha ofrecido una imagen falsa, de grandes espacios llenos de comodidades. Cuando los periodistas o visitantes abandonan la prisión, estas paredes se estrechan de una forma tal, que resulte agobiante.»

EGIN - 21.01.80

CORREO ESPAÑOL 21.01.80